

**COMMISSION PERMANENTE DE  
CONTROLE LINGUISTIQUE**

Commission siégeant sections réunies  
Séance du 15 mai 1997

---

**Présents:**

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

**Section française:**

monsieur BERTOUILLE, vice-président  
messieurs CHERUY, LURQUIN et MOORAT,  
membres effectifs

**Section néerlandaise:**

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président  
messieurs MEEUS, VAN BUYTEN et VAN DEN BOSSCHE  
membres effectifs

**Membre germanophone:**

monsieur WEHR, membre effectif

**Secrétaires:**

monsieur BUSINE, directeur d'administration  
monsieur VAN SANTEN, directeur  
d'administration - adjoint bilingue

---

29.131/I/PN  
TVS/RV

La Commission permanente de Contrôle linguistique,

Vu la demande d'avis de monsieur le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur du 25 avril 1997, quant à la question de savoir si la législation linguistique est applicable aux régies communales autonomes;

Vu les articles 60, § 1, et 61, § 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.);

Vu la loi du 28 mars 1995 modifiant la nouvelle loi communale par la création de la régie communale autonome et l'extension du mécanisme de la régie communale ordinaire à toute activité communale;

Vu que la demande d'avis se limite aux régies communales autonomes;

Vu les dispositions de l'article 263, bis à novies, de la nouvelle loi communale (N.L.C.);

Considérant que l'objectif de la nouvelle législation est de doter les régies communales d'un cadre juridique souple, efficace et moderne, alors même que le pouvoir décisionnel de l'entreprise et de ses filiales éventuelles reste confié à l'administration communale;

Considérant que les missions de la régie communale autonome sont énumérées de manière limitative dans l'arrêté royal du 10 avril 1995;

Considérant que la régie communale autonome est dotée de la personnalité morale, distincte de la commune, et qu'elle doit, dès lors, être considérée comme une personne de droit public (article 263, sexies, de la N.L.C.);

Considérant que le législateur s'est donné pour objectif de laisser la gestion générale de la régie au conseil communal; qu'il y lieu, dès lors, de mettre en place une structure liant la régie à l'autorité communale; qu'en vertu de l'article 263, ter, de la N.L.C., la régie communale autonome est gérée par un conseil d'administration et un comité de direction;

Considérant que les membres du conseil d'administration sont désignés par le conseil communal; que la majorité des membres du conseil d'administration est composée de conseillers communaux;

Considérant qu'au sein du conseil d'administration peuvent siéger des "membres privés"; que ces derniers sont également désignés par le conseil communal (article 263, ter, § 2, alinéa 3, de la N.L.C.);

Considérant que les membres du comité de direction, chargés de la gestion journalière de la régie communale autonome, sont désignés par le conseil d'administration; que le nombre est fixé à cinq et que la durée de leur mandat est déterminée par le conseil communal (article 263, ter, § 3, 1er alinéa, de la N.L.C.); que les administrateurs sortants ne sont rééligibles que réélus en qualité de mandataires communaux;

Considérant que dans le cadre du contrôle politique, le conseil communal peut, à tout moment, demander au conseil d'administration un rapport sur les activités de la régie (article 263, septies, § 2, de la N.L.C.);

Considérant que le contrôle financier de la régie communale autonome est confié à trois commissaires dont deux mandataires communaux et un membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises (article 263, quater, de la N.L.C.);

Considérant que le comité de direction de la régie communale autonome peut recruter du personnel; que du personnel communal peut cependant également être affecté à la régie;

Considérant que l'administration communale peut dissoudre la régie communale autonome;

Considérant que le degré de participation de la commune et le lien étroit existant entre la commune et la régie ressort à profusion des dispositions de l'article 263, bis à novies, de la nouvelle loi communale, de la qualification juridique de la régie communale autonome, de sa création et dissolution par le conseil communal, de la représentation majoritaire des mandataires communaux dans la gestion de la régie, et du contrôle politique et financier de cette dernière;

Considérant, enfin, que l'entreprise communale autonome constitue une personne morale publique;

Par ces motifs, décide à l'unanimité, d'émettre l'avis suivant:

Article 1er: Les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.), conformément à l'article 1er, § 1er, 1°, de ces lois, sont pleinement applicables à la régie communale autonome.

Article 2: Le présent avis est notifié à monsieur le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur.

Les secrétaires,

Le président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS